

La prochaine escalade contre la Russie | Dr Jeff Rich

Jeff Rich, historien australien et créateur de The Burning Archive, rejoint Pascal Lottaz pour discuter du rôle changeant de l'OTAN, de la posture militaire croissante de l'Europe à l'égard de la Russie, et des limites de la vision selon laquelle les États-Unis auraient des « vassaux ». Ils retracent l'histoire et les émotions à l'origine du sentiment antirusse, interrogent la notion de « civilisation » comme prisme politique, et examinent les liens de l'Australie avec la Russie, la migration et l'ordre dirigé par les États-Unis. Excellente interview de Jeff avec Richard Sakwa : <https://youtu.be/3KZNua1O4rY>
Liens : The Burning Archive Substack : <https://jeffrich.substack.com> The Burning Archive YouTube : <https://www.youtube.com/@theburningarchive> Neutrality Studies Substack : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00 Introduction et OTAN 3.0 09:18 OTAN, Europe et puissance américaine 21:40 Les racines profondes de l'antirussisme 36:22 Civilisation, réalisme et peur 49:37 Australie, Russie et migration

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Aujourd'hui, on retrouve à nouveau Jeff Rich, l'historien australien toujours aussi brillant, qui anime le Substack et la chaîne YouTube *The Burning Archive*. Jeff, ravi de te revoir. — Merci de m'accueillir, Pascal. — Merci à toi pour tes excellentes contributions. C'est toujours un plaisir d'échanger avec toi, surtout que tu écris et publies beaucoup en ce moment sur ce qui se passe, de ton point de vue, de l'autre côté du globe, en Europe. Alors, cette affaire Russie–Europe... à quoi ça ressemble, vu d'Australie ? Beaucoup d'entre nous s'inquiètent qu'on se dirige peut-être vers une guerre bien plus vaste entre la Russie et l'OTAN. Et toi, tu parles même d'une "OTAN trois point zéro". Tu peux nous expliquer un peu ce que tu veux dire par là, et comment tu vois les choses ?

#Jeff Rich

Oui, c'est vraiment inquiétant, je trouve, ce risque de guerre. Pas mal de gens comparent la situation actuelle à la veille de la Première Guerre mondiale. L'historien Odd Arne Westad a publié un livre intitulé *The Coming Storm*, qui fait justement ce parallèle, en parlant de ce climat de peur, de méfiance et de rivalité, disons, entre grandes puissances, qui avait précédé la Première Guerre mondiale et conduit à cette catastrophe. Et il y a une vraie inquiétude que quelque chose de semblable puisse se reproduire. J'ai aussi récemment parlé avec Richard Sakwa, qui est lui aussi très, très préoccupé par la possibilité que la guerre actuelle en Ukraine se transforme, en quelque sorte, en un conflit plus large entre la Russie et l'Europe. Et certaines réactions, je pense, à la suite

du récent sommet d'Ankara, que ce soit au sein de l'OTAN ou en Russie, laissent entendre que ce que l'OTAN appelle désormais "OTAN trois point zéro", cette nouvelle version plus européanisée de l'Alliance, ressemble presque à une déclaration de guerre contre la Russie.

Le spécialiste russe des affaires internationales, Dmitri Trenin, a publié un article intitulé *La logique dangereuse de l'OTAN 3.0*. Il y explique que l'OTAN 3.0 signifie la guerre, et que, pour la première fois depuis mille neuf cent quarante-cinq, l'Europe s'est déclarée ennemie de la Russie, une ennemie implacable. C'est donc très, très préoccupant, je pense, à la fois à cause de la rhétorique venant d'Europe, de certaines déclarations venant de Russie, et aussi, de mon point de vue, à cause de ce qu'on semble oublier : que les États-Unis d'Amérique sont à l'origine de tout cela, et qu'ils restent, de loin, le principal contributeur militaire, la principale puissance militaire et l'architecte de l'OTAN. Alors, si l'OTAN 3.0 est une déclaration de guerre entre l'Europe et la Russie, c'est aussi, à mon avis, une déclaration de guerre de fait des États-Unis envers la Russie. Et j'ai le sentiment que beaucoup de gens ont tendance à l'oublier.

#Pascal

Oui, ce qui m'inquiète beaucoup, c'est que, en ce moment, en Europe, toutes les personnes à qui vous parlez, qui ne font pas partie de notre bulle, de notre petit milieu de commentateurs, rejettent complètement l'idée que toute cette guerre en Ukraine ait été, en gros, provoquée par les États-Unis. Pour eux, c'est absolument clair : s'il y a une guerre en Ukraine, c'est parce que la Russie est une dictature expansionniste, fasciste, qui veut agrandir son territoire. Et donc, une fois qu'elle en aura fini avec l'Ukraine, elle ira forcément en Europe. Même en Suisse, quand je parle avec des gens, avec des journalistes, ils me demandent : est-ce qu'il est vraiment possible pour des petits États de vivre sans garanties de sécurité offertes par des puissances plus grandes ? En gros, ils me disent : il faut bien qu'on dissuade les Russes, non ?

Si on ne les dissuade pas, ils attaqueront. Même aux Suisses, je dois expliquer que, regardez, si vous vous liez d'amitié avec les Russes, si vous vous liez d'amitié avec tout le monde, vous n'avez pas besoin de les dissuader, n'est-ce pas ? La dissuasion, c'est quelque chose dont on a besoin uniquement face à des ennemis. Mais si vous construisez votre stratégie de sécurité autour de la logique de l'amitié, alors vous obtenez quelque chose qui ressemble davantage à ce qu'a Oman, c'est-à-dire des partenariats dans toutes les directions, y compris avec l'Iran. Mais cette idée a complètement disparu du continent européen. À votre avis, comment cela influence-t-il aujourd'hui la manière dont les Européens envisagent, non pas leur avenir lointain, mais leur avenir immédiat, disons les prochaines années ? Comment interprétez-vous les signaux qui viennent d'Europe ?

#Jeff Rich

Eh bien, les signes qui sont sortis du sommet d'Ankara, avec la déclaration de l'OTAN, c'était... disons que, à part les remerciements à l'hôte, elle faisait cinq paragraphes, moins de cinq cents mots. Si on compare, je crois, au sommet de Vilnius d'il y a quelques années, ils avaient produit un

communiqué de quarante pages, très large, qui parlait de l'Indo-Pacifique et, enfin, de la domination mondiale de l'OTAN. Alors que ce sommet d'Ankara, lui, a sorti un communiqué qui, on va dire, correspond à la capacité d'attention du président des États-Unis en ce moment. Donc, je pense que l'une des choses qui ressortent de ce sommet de l'OTAN, c'est qu'il y a tout un aspect théâtral et rhétorique, très visible dans le communiqué, mais qu'il est un peu plus difficile de comprendre quels sont, en dessous, les vrais processus, les vrais niveaux d'accord et de désaccord.

Et on voit bien qu'il y a, disons, un parti assez militant. Mais les points essentiels que j'ai vus, que l'Europe voulait vraiment mettre en avant à l'issue de ce sommet de l'OTAN, c'est d'abord, si on veut, une sorte de déclaration de victoire préventive en Ukraine. Alexander Stubb a en gros dit que l'Ukraine est en train de gagner la guerre. Tout ce qu'elle doit faire pour la gagner, c'est survivre, parce que l'objectif de Poutine, c'était de détruire l'Ukraine. Donc, si l'Ukraine survit, elle gagne. C'est une barre assez basse, mais j'y vois aussi une manière d'enfermer les États-Unis dans la logique de continuer à soutenir la lutte aux côtés de l'Ukraine.

Et puis, le deuxième grand résultat, c'est le réarmement de l'Europe. C'est tout ce processus de militarisation, qui, d'une certaine manière, correspond aux objectifs américains : plus de dépenses de défense, plus d'industrie militaire aux États-Unis. Mais les Européens ont aussi rappelé qu'au précédent sommet, à La Haye, ils avaient pris l'engagement d'augmenter leurs dépenses de défense de cinq pour cent. Et ce sommet-ci visait surtout à montrer qu'ils étaient capables de le mettre en œuvre. Et entre les lignes, je me demande si cela ne veut pas aussi dire qu'au prochain sommet, après les élections de mi-mandat aux États-Unis, il y aura peut-être un petit recul, une manière de dire : « Oui, nous avons promis de tenir cet engagement », mais je ne suis pas totalement convaincu que ce sera appliqué exactement de la même façon.

Mais malgré tout, cette idée de réarmement et de militarisation, inspirée du modèle ukrainien avec les drones — cette façon de mener la guerre sans pertes humaines du point de vue européen —, c'est vraiment un élément essentiel de tout ça. Et puis, il y a un troisième point, un autre aspect : c'est de verrouiller les États-Unis dans une guerre permanente contre la Russie. L'OTAN et la plupart des pays européens affirment clairement que la Russie est l'ennemi, et qu'ils ne permettront pas aux États-Unis de se désengager, comme Trump a essayé de le faire ces dix-huit derniers mois, en voulant se retirer unilatéralement de la guerre en Ukraine. Donc, c'est ça, la position actuelle. Je ne sais tout simplement pas si tout cela est vraiment tenable à long terme.

#Pascal

Salut, juste une petite note rapide. Le meilleur moyen de soutenir cette chaîne, c'est de vous abonner gratuitement à ma newsletter sur Substack. Vous pouvez aussi aider avec un abonnement payant, ou en achetant quelques-uns de nos nouveaux produits sur neutralitystudies.com. Les liens sont juste en dessous. À très vite là-bas. Alors, que penses-tu de l'argument de Brian Berletic ? Tu sais, cette idée que, dans l'ensemble, les États-Unis se retireraient un peu de l'OTAN... L'histoire selon laquelle Washington mettrait la pression sur les Européens et chercherait à se désengager... Et

que tout ça ne serait en réalité qu'un camouflage pour une autre stratégie dont ils ont aussi parlé : la division du travail. En gros, l'Europe devrait se battre pour l'empire américain contre la Russie, pendant que les États-Unis déplaceraient leurs forces pour ouvrir un autre front.

Je veux dire, ils ont ouvert un autre front avec l'Iran, évidemment. Mais celui dont ils rêvent vraiment, c'est la Chine. Et ça, c'est complètement insensé. Ces gens sont des psychopathes. On peut en être absolument sûrs, parce qu'ils continuent à publier ce genre de rapports de think tanks, de livres blancs, et tout le reste, sur un troisième front, sur une guerre avec la Chine. Et l'argument de Brian Berletic, bien sûr, c'est que tout ça n'est qu'une mise en scène. Le but réel, quand les États-Unis disent qu'ils se retirent, c'est simplement de pousser les Européens à croire qu'ils doivent investir ou dépenser plus d'argent dans l'armement. Et cet armement, ils vont surtout le commander aux États-Unis, tout ça sous prétexte qu'il faut en faire davantage par soi-même.

L'autonomie stratégique, n'est-ce pas ? Et puis, dans quelques années, on lira que la relation entre l'OTAN et l'Europe s'est de nouveau améliorée, que tout va pour le mieux. Et chaque fois qu'ils veulent faire passer les contributions de cinq à six ou sept pour cent, ils font semblant, encore une fois, de s'éloigner, comme si c'était un jeu permanent. Mais d'un autre côté, il y a aussi des gens qui prennent très au sérieux l'idée que Donald Trump voudrait, en gros, retirer les États-Unis de l'OTAN pour se recentrer sur le continent nord-américain. Alors, vous, de quel côté penche votre interprétation ?

#Jeff Rich

Eh bien, je pense que ces deux types d'arguments reposent en réalité sur une mauvaise compréhension de la nature de l'OTAN en tant qu'alliance, et de la relation entre les États-Unis et l'Europe. Je veux dire, cette idée de continuité de l'agenda, ou encore le discours du "tout ça n'est qu'une façade", à mon avis, exagère la domination américaine. Vous savez, il y a tout ce discours sur "l'Europe vassale" et ce genre de choses. Eh bien, si l'Europe était vraiment une vassale, alors elle a drôlement bien manœuvré son soi-disant maître dominateur au cours des dix-huit derniers mois, et elle a réussi, en gros, à placer les États-Unis exactement là où elle voulait qu'ils soient : engagés dans la guerre en Ukraine, afin d'assurer ce qu'elle considère comme les intérêts européens en matière de défense et de stratégie. Et je pense aussi que l'histoire de l'alliance atlantique, c'est en permanence une sorte de tir à la corde entre les puissances européennes et les puissances américaines.

Et ça, on le sous-estime souvent. En réalité, il y a une longue histoire de tensions, mais aussi une longue histoire de partenariat, dans laquelle les États-Unis ont eu besoin de l'Europe autant qu'ils ont cherché à la vassaliser. Et à bien des égards, pour moi, le grand mensonge à propos de l'OTAN, c'est l'idée que l'Europe serait devenue dépendante des États-Unis pour sa défense. C'est vrai, d'une certaine manière. Je dirais que, dans une large mesure, les États européens ont, si on veut,

externalisé leur défense, et une bonne partie de leur politique étrangère, à l'OTAN. Et ça, c'est un problème chronique pour l'Europe. Mais il y a aussi l'autre aspect : les États-Unis dépendent énormément de l'OTAN pour leurs actions offensives à travers le monde.

Je veux dire, les bases de Ramstein, vous savez, toutes ces bases allemandes, sont absolument essentielles à toutes les actions agressives des États-Unis en Asie de l'Ouest. C'est pareil pour les bases britanniques à Chypre et toutes les autres. La grande plainte de Trump, lors du dernier sommet de l'OTAN, c'était qu'il n'avait pas pu utiliser l'OTAN, ni les bases européennes, comme plateforme pour une action agressive des États-Unis contre l'Iran. Parce que certains États ont dit : « Nous ne voulons pas que vous utilisiez notre base, notre pays, comme point de départ pour votre guerre d'agression. » Et c'est ça, sa plainte. Ce n'était pas que les Européens dépendaient des États-Unis pour leur défense ; c'était que les Européens faisaient obstacle à l'offensive américaine. Et c'est un point très intéressant.

#Pascal

C'est un très bon point que vous soulevez. En fait, le récit de la « vassalisation de l'Europe » exagère peut-être un peu cette partie de la relation. Parce que, ce qu'on voit, c'est que les Européens sont, d'une certaine manière, vassalisés là où ils veulent l'être. Tant qu'ils peuvent maintenir cette relation, cette pression, ce bras de fer avec la Russie, tout en gardant les États-Unis pleinement engagés, totalement investis, eh bien, ils sont contents de suivre le mouvement et de lécher la botte du président américain, comme le fait très clairement, et de façon répétée, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte. Mais, d'un autre côté, ils ont quand même leurs limites.

Alors, l'Iran... personne, pas même les Allemands, pas même les États baltes, n'a fait grand-chose de plus que d'apporter un soutien purement rhétorique, n'est-ce pas ? Je veux dire, il n'y a absolument aucun engagement militaire, sous aucune forme. Et oui, on peut dire que le traité de l'OTAN, et tout ce qui va avec, empêche ce genre d'action, ce qui est vrai. Mais d'un autre côté, ce sont des États qui ont déjà enfreint leurs propres traités pour mener leurs guerres à l'étranger — contre la Serbie, ou en envoyant des troupes de l'OTAN en Afghanistan. Donc, c'est tout à fait possible de le faire, à partir du moment où il y a un accord politique. Mais ce qu'il faut constater, c'est qu'il n'y a pas d'accord, cette fois-ci.

Et donc, dans ce sens-là, ce discours sur la vassalisation exagère un peu la nature de la relation. Alors, qu'est-ce que c'est, selon vous — et vous en avez aussi parlé dans vos écrits, vous avez reçu des invités sur ce sujet —, qui rend les Européens aussi violemment hostiles envers la Russie ? Au point de vouloir appliquer une politique qu'ils ne seraient pas prêts à appliquer, disons, contre l'Iran, et que, j'en suis convaincu, ils ne voudraient pas non plus appliquer contre la Chine, simplement parce que c'est trop loin et que ça aurait encore moins de sens. Qu'est-ce qui, à votre avis, alimente cette haine intense, intéressée, envers tout ce qui se trouve à l'est de l'Ukraine ?

#Jeff Rich

Oui, absolument. Je pense qu'il y a beaucoup d'éléments là-dedans. Et l'un d'eux, c'est qu'il ne faut jamais oublier le rôle des États-Unis dans tout ça. Vous savez, certains disent qu'il y a eu une longue guerre contre l'Union soviétique, puis contre la Russie, en fait depuis mille neuf cent dix-sept. Et souvent, c'était une guerre très idéologique, une guerre qui s'est construite au fil des décennies, avec des institutions, et tout ce qui va avec, qui ont leur propre inertie. C'est peut-être une meilleure façon de comprendre la continuité d'un agenda, une fois qu'on a déployé des forces militaires un peu partout dans le monde.

Votre agenda, c'est, disons-le, la domination du monde entier. Ce n'est pas étonnant qu'il ne change pas beaucoup. Il ne faut jamais oublier le rôle très puissant des États-Unis. Pour être franc, il s'agit toujours d'une occupation militaire de l'Europe, quatre-vingts ans après la Seconde Guerre mondiale. Et surtout, depuis la guerre en Irak au début des années deux mille, et encore plus après la crise financière mondiale, on a vu une pression américaine de plus en plus forte sur les élites européennes pour qu'elles se conforment à un agenda transatlantique défini par Washington.

Et on peut le voir, et c'est le deuxième élément, celui dont parle Neil Benila : l'imbrication des élites transatlantiques, formée, en gros, d'un même groupe de politiciens de carrière, de hauts fonctionnaires, d'officiers militaires, de professionnels des médias. L'aspect journalistique en fait aussi partie, c'est même un élément clé. Donc, si on veut, il y a un noyau d'élite qui poursuit ces objectifs. Mais il y a aussi, clairement, une composante de sentiment journalistique agressif, disons, envers la Russie, venant d'Europe. Et je pense que ça a une histoire assez profonde et ancienne, dont je devrais peut-être parler.

#Pascal

Oui, oui, absolument. Mais on doit aussi... Je suis vraiment content que tu mentionnes Neil Benila, son Substack *Worldliness* et son analyse, parce que je pense que c'est l'une des personnes les plus brillantes à avoir étudié ces réseaux d'élite. Et, tu vois, c'est un aspect fascinant, parce qu'on peut très bien soutenir que les populations de ces régions, en Amérique du Nord comme en Europe, ne sont pas du tout russophobes au sens classique du terme. En revanche, ces réseaux d'élite, eux, le sont. Et grâce, en fait, aux révélations récentes aux États-Unis, et aussi en partie à la guerre d'Irak et à la manière dont l'Iran a communiqué à ce sujet, on a maintenant un terme encore plus parlant pour désigner ces réseaux d'élite. On peut simplement les appeler la "classe Epstein" — tous ces gens qui apparaissent dans les dossiers Epstein. Et là, on voit bien comment ces réseaux sont liés entre eux, et comment même, tu sais, la princesse norvégienne machin, machin, est profondément impliquée, se rendant corrompible et vulnérable au chantage.

En même temps, ils participent, n'est-ce pas, et ils se mettent la pression entre eux, mais ils se créent aussi beaucoup d'opportunités mutuelles. Par exemple, si vous êtes Premier ministre d'un petit État balte, vous pouvez à tout moment passer dans la cour des grands, entrer dans l'Union européenne ou même dans l'OTAN, non ? Et ainsi renforcer votre position. Du coup, ces élites

finissent par avoir moins d'attachement à leur propre pays, et beaucoup plus au groupe, à travers Bilderberg ou la Conférence de Munich sur la sécurité. Ce n'est pas un contrôle centralisé, mais ils se coordonnent entre eux, et forment une sorte de bulle épistémique, à part du reste de l'Europe. Mais la question reste entière : pourquoi cette partie-là est-elle aussi russophobe, et aussi hostile envers l'Est ?

#Jeff Rich

Eh bien, je pense qu'il y a des facteurs historiques à court terme qui jouent un rôle. Et je crois que la mobilisation des États d'Europe de l'Est, en particulier à travers les réseaux d'émigrés américains — comme, vous savez, Zbigniew Brzezinski, par exemple — mais aussi, et surtout, par la Grande-Bretagne, a été déterminante. Le Royaume-Uni a cherché activement à renforcer son influence en Europe, en développant son rôle en matière de sécurité et de défense en Europe de l'Est, et en mobilisant les États baltes et d'Europe de l'Est, comme la Pologne, dans une dynamique plutôt anti-russe. Et puis, il faut le rappeler, la Grande-Bretagne possède encore des colonies — des territoires non autonomes — sur le continent européen, à Chypre et à Gibraltar.

Alors peut-être que les pays voisins devraient soulever cette question aux Nations Unies, et expulser la Grande-Bretagne. Mais je pense qu'il y a une histoire plus profonde derrière tout ça, sur laquelle j'ai un point de vue un peu différent de beaucoup de récits habituels sur la Russie face à l'Occident, et aussi sur la russophobie. Tout ça remonte en fait à la fin du dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle... pardon, au début du dix-huitième siècle. Donc, cette période qu'on appelle l'âge des révolutions, disons entre mille sept cent cinquante, mille sept cent soixante-dix, et jusqu'à mille huit cent trente, voire mille huit cent soixante-dix. On vient d'ailleurs de célébrer le deux cent cinquantième anniversaire de la Déclaration d'indépendance. Et ça, c'est un événement clé dans tout ce processus.

Et ce que soutient l'historien John Darwin, qu'on considère généralement comme le doyen de l'histoire des empires, même s'il est largement ignoré par le monde des podcasts géopolitiques, c'est qu'à cette époque se forme une sorte de « grande Europe ». Une Europe qui comprend, d'un côté, l'Europe elle-même, de l'autre, les États-Unis comme son extension occidentale, et la Russie comme, si l'on veut, son extension orientale. Et à travers cette série d'événements, ces ensembles finissent par se rapprocher, tout en gardant, bien sûr, des différences importantes — des différences nationales, politiques, et tout ce qui va avec — mais en constituant globalement une zone commune, qui partage à la fois des intérêts géopolitiques, des identités culturelles et des valeurs politiques, dans un sens large, une forme d'identité libérale.

Et cette période, de mille sept cent cinquante à mille huit cent trente, c'est vraiment le moment crucial. On parle souvent de cinq cents ans de colonialisme européen occidental, mais en réalité, c'est à ce moment-là, entre mille sept cent cinquante et mille huit cent trente, que l'Europe, ou plutôt la grande Europe, se détache du reste du monde. Elle devient beaucoup plus puissante, et surtout, beaucoup plus sûre d'elle, au point de s'imposer au reste du monde. On la voit alors s'étendre vers l'

Asie. C'est aussi la période où les Britanniques prennent le contrôle de l'Inde, un événement absolument central dans cette histoire. Et plus tard, au dix-neuvième siècle, l'expansion se poursuit en Afrique. Avant cette période, la domination européenne sur le monde restait en réalité assez limitée.

C'est à ce moment-là qu'on voit vraiment se former une idée commune : ces trois zones font partie de l'Occident, et l'Occident se voit investi d'une mission civilisatrice, d'une mission impériale, qui se projette aussi dans le reste du monde. Mais derrière tout ça, il y a de fortes tensions sur la manière dont chacune de ces parties se perçoit comme appartenant à cet ensemble. L'Amérique, par exemple, se définit comme le Nouveau Monde, avec cet esprit de frontière, cette idée d'aventure et de conquête. John Darwin décrit ça tout simplement comme le mythe classique du colon, l'histoire de l'exceptionnalisme américain. Et en réalité, c'est ça, le fondement historique de cette idée d'exceptionnalisme : c'est avant tout un mythe.

Mais, vous savez, la Russie fait aussi partie de cette histoire. Et la Russie, c'est un pays qui a connu l'expansion coloniale, les missions dites civilisatrices, et tout ce qui va avec. Mais, vous savez, l'Europe de l'Ouest voit la Russie comme une puissance asiatique un peu compromise, avec laquelle elle est aussi en conflit. Une puissance qui n'a pas vraiment échappé à son passé mongol, à son héritage eurasiatique, et qui reste, disons-le, une société plus autocratique. Donc, il y a à la fois un sentiment d'appartenance, mais aussi l'idée que ces quasi-proches restent des étrangers. Qu'ils sont différents de nous. Et je pense que c'est l'une des forces qui alimentent, au fil du temps, cette forme de russophobie qui s'est développée.

C'est donc une forme d'appartenance, mais entourée de beaucoup de tensions. Et c'est ça qui alimente, par vagues, la peur et le rejet. Il faut bien souligner que ce n'est pas quelque chose de constant dans le temps. Ça change, et ça change aussi dans sa nature. Par exemple, une partie du sentiment anti-russe ou anti-slave de la fin du dix-neuvième siècle, avant la Première Guerre mondiale, est aussi raciste que n'importe quelle autre forme de racisme. C'est ouvertement raciste. Comme vous le disiez dans votre récente interview avec Yakov Rubkin, c'est très proche de l'antisémitisme qui apparaît à la même époque. On trouve alors toutes sortes de grandes figures culturelles, politiques ou idéologiques qui expriment, au fond, des idées soit civilisationnelles, soit clairement racistes, sur l'infériorité des Slaves, l'infériorité des Russes.

Mon exemple classique, c'est **La Montagne magique** de Thomas Mann, l'un des grands romans du vingtième siècle, publié en mille neuf cent vingt-quatre. Il dépeint l'Europe d'avant-guerre, juste avant la Première Guerre mondiale. Et dans ce livre, il y a plusieurs personnages russes, tous présentés comme à moitié asiatiques, vaguement barbares, ne suivant pas vraiment les coutumes civilisées. C'est une forme de russophobie, clairement. Mais ensuite, en mille neuf cent dix-sept, il y a évidemment la Révolution russe. Et là, c'est la grande rupture entre la Russie, le monde russe, l'Union soviétique, et l'Occident. C'est, si on veut, le grand divorce entre la Russie et l'Ouest. Et à

partir de ce moment-là, les États-Unis jouent aussi un rôle énorme dans la diffusion de stéréotypes sur la Russie, sur les Rouges, sur le judéo-bolchévisme, et tout ce qui s'y rattache, des idées qui ont évolué et se sont adaptées au fil du temps.

#Pascal

Est-ce qu'ils ont déjà appelé ça le « judéo-bolchevisme » ? C'était vraiment un terme qu'on utilisait ?

#Jeff Rich

Oui, oui, non, c'était bien un terme. Oui, un terme très courant. Oui, vraiment très courant. Même aux États-Unis, d'ailleurs, il y a eu récemment un excellent livre publié par Mark Mazower, un historien britannique installé aux États-Unis, intitulé **Sur l'antisémitisme : un mot dans l'histoire**. Il explore l'histoire du mot « antisémitisme », qui apparaît vers les années mille huit cent soixante-dix, et qui, à l'origine, était un cri de ralliement : « Nous sommes fiers d'être antisémites. » Et c'est aussi lié à une idée de la fin du dix-neuvième siècle, celle des « nations de race », une notion sans véritable fondement scientifique, mais qui, à l'époque, était perçue comme du racisme scientifique. On pensait que les Irlandais formaient une race à part, les Slaves une autre, et ainsi de suite, avec toutes ces catégories inventées de types d'humanité différents. Donc oui, c'est bien à ce moment-là que le terme s'est développé, et l'expression « judéo-bolchevisme » était bel et bien utilisée explicitement à cette époque.

#Pascal

Peut-être un sujet pour une autre fois... On pourrait regarder comment cette idée de « judéo-quelque chose » a été utilisée au fil du temps, soit pour justifier, soit pour délégitimer ce qu'on voulait faire politiquement. Et ça nous ramène justement à cette discussion avec Yakov Rapkin, ainsi qu'à quelques autres entretiens que j'ai eus sur cette chaîne à propos de la russophobie. C'était d'ailleurs aussi le thème de la conférence en Russie à laquelle j'ai récemment participé, et qui m'a vraiment fait réfléchir sur la dimension politique de certaines affirmations à propos des gens. Et même si j'aime beaucoup entrer dans les détails sur la façon dont certaines politiques étrangères évoluent avec le temps, là, il faut regarder les déclarations des ministres des Affaires étrangères, des présidents, et ainsi de suite... puis comparer avec ce qui se disait, disons, il y a quatre ans, et voir comment tout ça a changé.

Oui, c'est ça. On peut le faire à une échelle micro. Mais d'un autre côté, on peut aussi faire l'analyse macro dont vous parliez tout à l'heure, et se demander si ce ne sont pas justement ces grands mouvements civilisationnels des sociétés qui finissent par prédéterminer le champ du possible dans les politiques étrangères futures. Et ce que vous évoquiez tout à l'heure, c'est bien sûr que, d'un côté, il y a eu cette poussée des Européens vers l'Ouest. Et cette expansion est, par nature, aussi génocidaire, puisqu'elle reposait sur l'éradication des populations autochtones du continent nord-américain, et aussi de l'Australie. Mais concentrons-nous sur le monde atlantique, d'accord ?

Donc, d'un côté, on avait cette dynamique, et la guerre entre la Grande-Bretagne et les États-Unis — la guerre d'indépendance — c'était en réalité plutôt une guerre pour savoir quels Blancs allaient diriger, pas pour savoir si les Blancs allaient diriger, vous voyez ? C'était clair que, quel que soit le vainqueur, il allait sans doute poursuivre le même projet : l'expansion vers l'ouest, en Amérique du Nord. De l'autre côté, on a la Russie et son expansion vers l'est. Et un point que soulignait Yakov Rabkin, c'est que la manière dont la Russie s'est étendue a toujours été intégrative. Elle intégrait les populations déjà présentes sur ces terres, les faisait devenir une partie d'elle-même, et ça, c'est au cœur même de ce que signifie être russe.

Et ça, c'est quelque chose qui entre en conflit avec l'approche beaucoup plus raciste de l'Europe de l'Ouest, qui consiste à dire : il faut faire disparaître ces gens-là, les remplacer par nous-mêmes. Et s'ils ne sont pas remplacés, eh bien, regardez ce que font les Russes. Ce sont les hordes, la Horde d'or. Ce sont les Asiatiques, non ? Ce sont « les autres ». Et cette manière occidentale, européenne, du colonialisme, semble fondamentalement hostile à tout ça. C'est là qu'on peut peut-être ramener la question au racisme. Je ne sais pas si c'est une simplification excessive. C'en est probablement une. Mais qu'est-ce que vous pensez de ce genre de raisonnement ?

#Jeff Rich

Eh bien, écoutez, c'est une idée vraiment intéressante. Je veux dire, si on revient à cette idée qu'au début du dix-neuvième siècle, il émerge une sorte de zone culturelle commune, avec des différences bien sûr, mais aussi des traits partagés — ce qu'on pourrait appeler la grande Europe — qui inclut l'Amérique du Nord, donc le Canada, les États-Unis et la Russie. On parle souvent de racisme européen, mais parmi ces trois zones, c'est l'Amérique du Nord qui a connu les institutions, les systèmes, les politiques, les lois, les pratiques de travail les plus systématiques, durables et ouvertement racistes — tout le lot, y compris les politiques migratoires, et ainsi de suite. Donc, quand on parle de racisme européen, il faudrait, je pense, toujours préciser qu'il s'agit plutôt d'un racisme euro-américain, et ne pas donner un passe-droit aux États-Unis.

Parce que, même au dix-neuvième siècle, l'Amérique était déjà exceptionnelle par son usage de l'esclavage et par la manière dont elle justifiait des politiques ouvertement racistes à l'intérieur même de son propre État, à l'intérieur de ses frontières nationales. Et de la même façon, il y a cette dimension génocidaire... La guerre d'indépendance américaine, c'était à la fois une guerre pour l'autonomie locale, mais aussi une guerre contre toute limite imposée aux colons américains qui voulaient s'emparer, en fait, des terres des Nations autochtones. La doctrine Monroe, c'était un peu la même chose : en gros, elle disait "ne vous mêlez pas de nos guerres", des guerres qui, dans les années mille huit cent vingt et mille huit cent trente, sont devenues des guerres génocidaires contre les Nations autochtones d'Amérique. Voilà, j'avais besoin de dire ça... et du coup, j'ai perdu le fil de la question, Pascal. Désolé. Ah oui, vous parliez de la dimension civilisationnelle de tout ça.

#Pascal

Oui, oui. Est-ce que la civilisation, c'est un concept qui peut vraiment nous aider à comprendre ce qui se passe en ce moment ? Ou bien, si on l'utilise, est-ce que ça ne devient pas juste, vous savez, une sorte de couverture inutile posée sur la vraie mécanique qu'on devrait chercher à comprendre ? Parce que, parfois, les grands concepts cachent bien plus qu'ils ne révèlent. Alors, la civilisation, selon vous, est-ce que c'est quelque chose qui peut vraiment nous aider ? Oui ?

#Jeff Rich

Je pense que le concept de civilisation n'est pas vraiment une manière utile de présenter les types de luttes géopolitiques qu'on connaît aujourd'hui. La civilisation, c'est un de ces grands concepts complexes de l'histoire. Elle a fait l'objet de nombreuses études, mais elle a souvent été plus mal utilisée que bien comprise. J'ai d'ailleurs écrit sur plusieurs notions liées à ça. Et ces derniers temps, on a vu revenir cette idée d'un « État-civilisation ». En fait, c'est un effet à long terme du livre de Samuel Huntington sur le choc des civilisations. Et, au fond, Huntington a vraiment défini les civilisations à travers leurs affrontements.

Eh bien, si on regarde de près son livre, la façon dont il classe les différentes civilisations, il en définit à peu près huit dans le monde. Ce qui, déjà, pose question... est-ce qu'il y a vraiment huit civilisations ? C'est une approche fondamentalement religieuse, et en quelque sorte une rationalisation des conflits de l'après-Guerre froide pour l'Amérique. Par exemple, le Japon est défini d'une manière différente de la Chine. Et puis, il parle d'un « monde orthodoxe », qui, d'ailleurs, n'inclut pas la Grèce ni le reste.

Et je pense que la notion de civilisation... enfin, quand on parle de civilisations, le mieux, c'est de la voir comme un processus. Il y a un historien qui définit la civilisation comme un processus d'adaptation de l'environnement aux besoins humains, plutôt que comme un progrès ou un type particulier de société. Mais je crois que les grands États, au fil du temps, développent leurs propres cultures et leurs propres façons de gouverner. Et souvent, quand on parle de différences entre civilisations, on réduit une histoire très complexe à des caractéristiques simplistes, presque essentielles. Par exemple, quand on dit que l'Iran est un État-civilisation vieux de cinq mille ans... est-ce que ça reflète vraiment toute la complexité et les conflits de cinq millénaires d'histoire perse ?

Mais en gros, ils essaient de résumer certains schémas et styles de diplomatie qui diffèrent entre, disons, la Russie, la Chine, l'Europe, l'Amérique du Nord, et ainsi de suite. Et je pense qu'il y a une part de vérité dans ces façons d'aborder les relations entre États, de mener la diplomatie, et tout ce qui va avec, qui ont vraiment joué un rôle important. Mais je crois aussi que certaines grandes tendances mondiales, survenues au cours des deux derniers siècles, ont apporté quelque chose de beaucoup plus large. Parce que, même si les civilisations se sont développées chacune à leur manière, il y a eu tout autant de dialogue, d'échanges, et même de métissage entre les cultures et les civilisations. Surtout au cours des deux derniers siècles, avec les différentes phases de ce qu'on peut appeler la mondialisation. Si bien que toutes ces civilisations distinctes dont on parle sont en réalité des mélanges de cultures diverses.

Il y a un écrivain martiniquais, Édouard Glissant, qui parle d'un concept qu'il appelle la créolisation. À l'origine, il l'a développé pour décrire la culture caribéenne. Mais je pense qu'on peut aussi l'appliquer à certaines de ces idées de choc des civilisations. Si on regarde la culture civilisationnelle russe, elle a été profondément marquée par l'héritage mongol. Elle a été façonnée par l'expérience de l'Empire russe, par celle de l'Union soviétique, et par ce long sentiment d'appartenance qui dure depuis des siècles — un sentiment d'appartenance, mais aussi celui d'avoir été rejetée par l'Occident.

Et tout ça a donné naissance à tout un ensemble d'institutions et de cultures, qui influencent vraiment la politique étrangère. Donc oui, je pense que la conscience de ce type de culture différent, de ces institutions, de ces façons de faire, de ces manières de poser les problèmes, c'est en fait très important. Et c'est quelque chose que les analyses dites réalistes ne prennent jamais vraiment en compte, parce qu'elles réduisent tout à une sorte de modèle de théorie des jeux, où quelques grandes puissances chercheraient simplement à maximiser rationnellement leurs intérêts nationaux les uns contre les autres.

#Pascal

Oui, c'est ça. C'est aussi l'une de mes plus grandes critiques envers l'école du réalisme, que je considère sans doute comme la plus importante en relations internationales. Mais malheureusement, elle ne laisse pas assez de place à des questions comme les vraies différences culturelles, profondes, entre les approches. En gros, l'école réaliste part du principe que tous les pays du monde se comportent comme les Euro-Américains. Que la manière dont les Euro-Américains ont construit leurs États, c'est la même pour tout le monde. Et donc, ils seraient en compétition permanente, parce qu'ils se perçoivent sans cesse comme une menace les uns pour les autres. Ce qui, au fond, est une attitude très typiquement européenne : aller constamment vers l'extérieur et chercher à éliminer tous les autres.

Et puis, ce langage hypocrite, et tout ce qui va avec... un ensemble de règles pour nous, un autre pour vous. C'est aussi, au fond, une de ces choses racistes, non ? Cette idée de classer, de hiérarchiser la société, et de traiter les gens selon des règles différentes. On voit ça se répéter encore et encore. Mais tout ça, évidemment, est complètement absent de l'analyse du pouvoir, qui se limite uniquement à la question du rapport de force entre les différents acteurs étatiques.

#Jeff Rich

Je pense que ça ressort aussi dans une sorte d'analyse réaliste de la russophobie, si on veut. Peut-être qu'on devrait d'ailleurs l'appeler autrement, comme « antirussisme » ou quelque chose de plus simple. Mais l'intérêt du mot « russophobie », c'est qu'il met en lumière un aspect essentiel du phénomène : c'est une émotion. C'est de la peur, du dégoût, vous voyez. Et je crois que les réalistes ont beaucoup de mal à gérer ça. Par exemple, l'analyse de Glenn Diesen sur la russophobie, c'est en gros que c'est une forme de propagande alimentée par les rivalités entre grandes puissances, ou par

la géopolitique, qui exploite le fait que les gens ont des émotions et ne réagissent pas toujours de manière rationnelle.

Mais en réalité, la plupart d'entre nous... enfin, tout le monde a des émotions. Et nos comportements sont, en grande partie, guidés par elles. Je pense d'ailleurs qu'on ne peut pas vraiment comprendre le phénomène de la russophobie sans prendre en compte cette dimension émotionnelle. Il faut le voir comme une réaction émotionnelle, socialement construite, face à une histoire de guerres, à une histoire d'aliénation vis-à-vis d'une autre société et d'une autre culture, mais aussi d'interdépendance avec cette culture. Et il faut aussi reconnaître cette ambivalence : le fait d'être à la fois dépendant de cette culture, tout en s'en sentant étranger.

Et on le voit bien, je pense, dans la réaction européenne actuelle face à la Russie. L'un des éléments clés du conflit entre l'Europe, la Russie et les États-Unis ces dernières années, c'est la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie pour ses approvisionnements en énergie. Cette situation a provoqué des réactions ambivalentes chez les dirigeants européens. Elle a aussi suscité de la colère et du ressentiment du côté américain, car les États-Unis cherchent depuis longtemps à rendre l'Europe dépendante de leur propre énergie. Mais tout cela a aussi créé une sorte de peur mêlée de méfiance : oui, nous sommes interdépendants avec la Russie, mais nous ne sommes pas à l'aise avec cette idée, parce qu'en fin de compte, ce sont aussi des étrangers pour nous.

Je pense que cette dépendance envers les étrangers, mêlée à la peur qu'ils inspirent, est l'un des moteurs profonds de la russophobie, tout comme on le voit dans de nombreuses formes d'antisémitisme. On peut d'ailleurs interpréter certaines vagues d'antisémitisme au fil du temps comme une réaction similaire à cette interdépendance avec un groupe à l'intérieur de la société, comme ce fut le cas en Allemagne et en Europe de l'Est au dix-huitième siècle. Au dix-septième siècle, dans la République des Deux Nations, c'est-à-dire la Pologne-Lituanie, il y a eu une explosion de violences antisémites, qui était en partie une réaction de rejet, nourrie, si l'on veut, par la haine de ceux perçus comme extérieurs au groupe.

Mais c'était aussi une réaction contre le rôle grandissant des communautés juives, qui avaient fui les expulsions d'Europe de l'Ouest, s'étaient installées en Pologne au fil de quelques siècles, et y avaient pris une place importante dans la vie urbaine, le commerce, et tout ce qui allait avec. D'autres groupes sociaux leur en ont voulu, et cela a fini par éclater en une vague de violences terribles, centrée sur ce qui est aujourd'hui l'Ukraine. Ce schéma d'interdépendance mêlée à la peur de l'étranger, c'est aussi une idée qu'un autre historien, Jeremy Adelman, développe pour relire l'histoire des deux derniers siècles de mondialisation.

Il redéfinit la mondialisation comme une forme d'interdépendance. Vous savez, les marchandises circulent partout dans le monde, et les gens sont aussi confrontés, à partir du milieu du dix-neuvième siècle, à des images photographiques de personnes venues des quatre coins du globe, ainsi qu'à une diffusion presque instantanée des nouvelles. Le monde devient donc un espace plus intime, où chacun doit composer avec ses réactions face à des inconnus dont il dépend aussi. Et

cette situation peut susciter une réponse collaborative, bienveillante, amicale, altruiste... mais elle peut tout aussi bien provoquer une réaction de ressentiment, de prédation ou de compétition.

Et l'histoire, en fait, il l'interprète un peu comme une alternance, depuis deux siècles, entre ces différents types de réactions. Et aujourd'hui, je pense qu'on est plutôt dans une phase de réponse prédatrice, surtout du côté des États-Unis — cette idée de « rendre l'Amérique à nouveau grande » en affaiblissant les autres. En Europe aussi, on voit cette tendance à vouloir fermer la porte aux migrants, et à se couper des sources d'énergie européennes dont elle dépend pourtant. Et puis, il y a un affaiblissement de beaucoup de dialogues multilatéraux, interculturels, et des institutions des Nations unies, qui, elles, encourageraient une réponse plus coopérative, plus altruiste.

#Pascal

Est-ce qu'on peut passer les dernières minutes à parler un peu de ce que tout cet environnement provoque en Australie, puisque vous êtes sur place ? Est-ce qu'il y a aussi une forme de russophobie là-bas ? L'Australie, après tout, fait partie des colonies de peuplement issues de l'Europe, non ? Et des conséquences que cela implique. Comment l'affaire autour de la Russie est-elle liée à l'Australie, comment elle l'influence ? Parce que, d'un côté, oui, vous faites partie intégrante de ce projet européen. Mais de l'autre, c'est un pays très éloigné, avec plusieurs décennies, voire des siècles, de développement indépendant. Et puis, la composition ethnique de l'Australie évolue aussi. Alors, comment se déroule aujourd'hui le débat public là-bas à propos de la Russie ?

#Jeff Rich

Eh bien, la culture publique en Australie est très défavorable à la Russie. Politiquement, le pays s'est montré, disons, très fermement aux côtés de l'Ukraine. Il y a eu plusieurs actions du gouvernement australien contre l'ambassade de Russie à Canberra. À un niveau politique et médiatique, c'est vraiment très marqué. Quand la guerre a éclaté — la guerre en Ukraine — j'apprenais le russe, je suivais un cours de langue avec une professeure russe émigrée, et, vous savez, la communauté russe a dû, en quelque sorte, se faire discrète, presque se cacher.

Ils ne pouvaient pas organiser de festivals communautaires. Il y a même eu des tentatives pour interdire ces festivals. Et depuis un bon moment, il existe en Australie une importante communauté ukrainienne issue de l'ex-Union soviétique, qui a aussi fortement soutenu ce genre d'initiatives. Donc, ça a vraiment été un élément assez puissant dans tout ça. Mais je pense qu'en partie, c'est aussi quelque chose de plus largement populaire. Je veux dire, je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'idée selon laquelle le peuple serait innocent et que seuls les élites alimenteraient la russophobie. À mon avis, encore une fois, ça renvoie à cette peur de la dépendance mutuelle entre étrangers.

Les gens voient une présentation sélective de l'actualité. Ils voient quelque chose d'horrible se produire, et ils réagissent de façon tout à fait compréhensible, humaine, avec de la peur et du rejet.

Et je pense que, dans une certaine mesure, c'est aussi lié à des groupes qui portent des rancunes historiques envers la Russie, d'une manière ou d'une autre. Par exemple, les anciens émigrés soviétiques, les émigrés ukrainiens, et ainsi de suite. Donc, la russophobie, ou l'anti-russisme, est bien présente en Australie, tout comme le pro-américanisme. Mais, vous savez, l'Australie, c'est une grande occasion manquée. Pourquoi ?

Parce que, vous savez, l'Australie, c'est une société extraordinairement multiculturelle. Et quand on dit ça, en Europe ou aux États-Unis, les gens réagissent un peu en disant : « Ah, multiculturel, c'est un mot un peu étrange. » Mais en Australie, c'est un mot tout à fait courant, du moins ça l'a été jusqu'à récemment. Je crois qu'environ la moitié du pays a au moins un parent né à l'étranger. À peu près trente pour cent de la population est venue s'installer en Australie depuis un autre pays. Et aujourd'hui, la plus grande communauté née à l'étranger vient d'Inde. Pendant très longtemps, c'était le Royaume-Uni, mais maintenant, c'est l'Inde. Et si on inclut les autres pays d'Asie du Sud, la majorité des personnes nées à l'étranger viennent clairement de cette région. Il y a aussi une très importante communauté née en Chine, en Australie.

La société australienne est profondément multiculturelle. Je veux dire, en face de chez moi, il y a une femme russe, ici des Chinois, là-bas des Américains... c'est vraiment ancré dans le tissu de la vie quotidienne. Mais en Australie aussi, il y a eu une réaction contre tout ça. Parce que, vous savez, les questions de contrôle des frontières, de migration, de répartition des risques et des bénéfices économiques liés à l'immigration, tout ça suscite des tensions. Et aujourd'hui, en Australie, le principal parti conservateur, le grand parti de droite — je crois même qu'il est en tête dans les sondages — c'est un parti qui s'appelle One Nation, né dans les années quatre-vingt-dix. Et sa base émotionnelle, à la base, c'est un parti opposé à l'immigration.

Et ça, c'est en partie alimenté ces derniers temps par ce genre de rhétorique de droite américano-européenne qu'on entend sans arrêt, relayée par la presse de Murdoch et par l'ABC. C'est aussi nourri par la faiblesse institutionnelle du principal parti conservateur en Australie, le Parti libéral, qui a perdu le pouvoir après de longues années et qui traverse une succession constante de dirigeants, sans vraiment savoir où il va. Mais pour des gens comme moi, qui ont grandi en pensant que tout le monde en Australie acceptait naturellement le multiculturalisme, c'est profondément choquant, et même assez déroutant, de voir soudain apparaître ce genre de parti, disons, à la manière de l'AfD, devenir une force politique importante dans le pays. Cela dit, la russophobie n'en fait pas vraiment partie. C'est plutôt dirigé contre la forte augmentation de l'immigration sud-asiatique en Australie ces dernières années.

#Pascal

Intéressant. Il faudrait qu'on consacre bientôt deux ou trois autres épisodes à l'Australie, parce que c'est un microcosme qui mérite d'être mieux étudié. C'est aussi un cas intéressant pour tester

certaines hypothèses sur les Européens et sur ce qu'on appelle la relation euro-atlantique. En quelque sorte, c'est là, ça s'offre tout seul à l'analyse, non ? C'est un peu comme si on disait : tiens, au fait, si vous voulez étudier une autre des anciennes colonies d'outre-mer, en voilà une.

#Jeff Rich

C'est aussi une façon intéressante d'aborder, ou disons une fenêtre sur, le type de relation entre l'Inde et la Chine. Narendra Modi vient tout juste d'aller en Australie, et aussi au Japon. Donc oui, je pense que ce serait vraiment intéressant.

#Pascal

D'accord, on va faire ça. Très bien. Dans ce cas, on va s'arrêter là. Pour ceux qui veulent te suivre, bien sûr — tout le monde — allez sur le Substack et la chaîne YouTube de Burning Archive. La chaîne YouTube porte le même nom, n'est-ce pas ? Burning Archive.

#Jeff Rich

Oui, ça s'appelle **The Burning Archive**, et la page Substack, c'est jeffrich.substack.com. Tu mettras quelques liens juste en dessous.

#Pascal

Je mettrai les liens juste en dessous. Allez tous jeter un œil au travail de Jeff, c'est vraiment excellent. Jeff Rich, merci beaucoup d'avoir pris le temps d'être avec nous aujourd'hui.

#Jeff Rich

Merci, Pascal.